

Art. 2. L'arrêté du Gouvernement flamand du 7 septembre 2012 fixant des mesures visant à soutenir de jeunes adultes handicapés vulnérables, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 juillet 2013, est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2017.

Art. 4. Le Ministre flamand qui a l'assistance aux personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 mars 2017.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
G. BOURGEOIS

Le Ministre flamand du Bien-Etre, de la Santé publique et de la Famille,
J. VANDEURZEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/201881]

23 MARS 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises et l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, l'article 6, alinéas 1^{er} et 2, et l'article 21, alinéas 1^{er} et 2;

Vu le décret du 11 mars 2004, relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, l'article 6, alinéa 1^{er}, et l'article 17, alinéas 1^{er} et 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises;

Vu le rapport du 10 février 2017 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 novembre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 mars 2017;

Vu l'avis 60.745/2 du Conseil d'Etat, donné le 23 janvier 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises*

Article 1^{er}. Dans l'article 5, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 avril 2006, les mots « au moins égale à 5 % » sont remplacés par les mots « qui n'est pas inférieure à 0 % ».

Art. 2. Dans l'article 8 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o l'objectif de création d'emploi en tenant compte de :

a) l'augmentation de l'emploi de 5 à 10 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ avec la création de 3 emplois minimum : 2 % ;

b) l'augmentation de l'emploi de plus de 10 à 20 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ avec la création de 6 emplois minimum : 4 % ;

c) l'augmentation de l'emploi de plus de 20 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ avec la création de 10 emplois minimum : 6 % ; »;

2^o dans le paragraphe 2, le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o l'objectif de création d'emploi en tenant compte de :

a) l'augmentation de l'emploi de 5 à 10 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ avec la création de 3 emplois minimum : 2 % ;

b) l'augmentation de l'emploi de plus de 10 à 20 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ avec la création de 6 emplois minimum : 4 % ;

c) l'augmentation de l'emploi de plus de 20 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ avec la création de 10 emplois minimum : 6 % ; ».

Art. 3. Dans l'article 9 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° l'objectif de création d'emploi en tenant compte de :

a) l'augmentation de l'emploi de 5 à 10 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ avec la création d'un emploi minimum : 2 % ;

b) l'augmentation de l'emploi de plus de 10 à 20 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ avec la création de 2 emplois minimum : 4 % ;

c) l'augmentation de l'emploi de plus de 20 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ avec la création de 2 emplois minimum : 6 % ; » ;

2° dans le paragraphe 2, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° l'objectif de création d'emploi en tenant compte de :

a) l'augmentation de l'emploi de 5 à 10 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ avec la création d'un emploi minimum : 2 % ;

b) l'augmentation de l'emploi de plus de 10 à 20 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ avec la création de 2 emplois minimum : 4 % ;

c) l'augmentation de l'emploi de plus de 20 % par rapport à l'effectif d'emploi de départ avec la création de 2 emplois minimum : 6 % ; ».

Art. 4. Dans l'article 13 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « si le montant de ces investissements ou de cette modification est inférieur ou égal à 20 % du montant des investissements présentés lors de la première demande de prime. ».

Art. 5. Dans l'article 18, 2°, b), du même arrêté, les mots « la prime à l'investissement et les investissements y afférents » sont remplacés par les mots « les investissements afférents à la prime ».

Art. 6. Dans l'article 19 du même arrêté, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Dans les cas où les faits donnant lieu à récupération ne trouvent pas leur origine dans une faute ou un acte volontaire de l'entreprise ou de ses actionnaires, le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut autoriser le maintien de la prime à l'investissement à concurrence du rapport entre le nombre d'années d'utilisation réelle du bien qui a fait l'objet d'une prime à l'investissement et le nombre d'années prévu à l'article 17 du décret, sans toutefois que moins de trois ans se soient écoulés depuis la fin de la réalisation du programme d'investissements jusqu'au jour de l'événement justifiant l'annulation de la prime à l'investissement. ».

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises*

Art. 7. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, il est inséré un article 11bis, rédigé comme suit :

« Art. 11bis. Avant toute décision d'octroi de la prime à l'investissement et sur demande dûment justifiée de l'entreprise, le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut accepter des investissements complémentaires au programme d'investissements ou autoriser une modification du programme d'investissements admis, si le montant de ces investissements ou de cette modification est inférieur ou égal à 20 % du montant des investissements présentés lors de la première demande de prime. ».

Art. 8. Dans l'article 19, 2°, b), du même arrêté, les mots « la prime à l'investissement et les investissements y afférents » sont remplacés par les mots « les investissements afférents à la prime ».

Art. 9. Dans l'article 20 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 2005, l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 10. Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 mars 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J.-Cl. MARCOURT

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/201881]

23. MÄRZ 2017 — **Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe**

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, Artikel 6 Absätze 1 und 2, und Artikel 21 Absätze 1 und 2;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, Artikel 6 Absatz 1, und Artikel 17 Absätze 1 und 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 10. Februar 2017;

Aufgrund der am 23. November 2016 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 23. März 2017 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 23. Januar 2017 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 60.745/2;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe*

Artikel 1 - In Artikel 5 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. April 2006, werden die Wörter "der mindestens 5 % seines Umsatzes entspricht" durch "der nicht weniger als 0 % beträgt" ersetzt.

Art. 2 - Artikel 8 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 wird Ziffer 2 durch Folgendes ersetzt:

"2° das Ziel der Schaffung von Arbeitsplätzen unter Berücksichtigung von:

a) der Erhöhung der Beschäftigung um 5 bis 10 % im Vergleich zur Ausgangsbeschäftigtenzahl, mit der Schaffung von mindestens 3 Arbeitsplätzen: 2 % ;

b) der Erhöhung der Beschäftigung um mehr als 10 bis 20 % im Vergleich zur Ausgangsbeschäftigtenzahl, mit der Schaffung von mindestens 6 Arbeitsplätzen: 4 % ;

c) der Erhöhung der Beschäftigung um mehr als 20 % im Vergleich zur Ausgangsbeschäftigtenzahl, mit der Schaffung von mindestens 10 Arbeitsplätzen: 6 % ;"

2° in Paragraf 2 wird Ziffer 2 durch Folgendes ersetzt:

"2° das Ziel der Schaffung von Arbeitsplätzen unter Berücksichtigung von:

a) der Erhöhung der Beschäftigung um 5 bis 10 % im Vergleich zur Ausgangsbeschäftigtenzahl, mit der Schaffung von mindestens 3 Arbeitsplätzen: 2 % ;

b) der Erhöhung der Beschäftigung um mehr als 10 bis 20 % im Vergleich zur Ausgangsbeschäftigtenzahl, mit der Schaffung von mindestens 6 Arbeitsplätzen: 4 % ;

c) der Erhöhung der Beschäftigung um mehr als 20 % im Vergleich zur Ausgangsbeschäftigtenzahl, mit der Schaffung von mindestens 10 Arbeitsplätzen: 6 % ;"

Art. 3 - Artikel 9 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 wird Ziffer 2 durch Folgendes ersetzt:

"2° das Ziel der Schaffung von Arbeitsplätzen unter Berücksichtigung von:

a) der Erhöhung der Beschäftigung um 5 bis 10 % im Vergleich zur Ausgangsbeschäftigtenzahl, mit der Schaffung von mindestens einem Arbeitsplatz: 2 % ;

b) der Erhöhung der Beschäftigung um mehr als 10 bis 20 % im Vergleich zur Ausgangsbeschäftigtenzahl, mit der Schaffung von mindestens 2 Arbeitsplätzen: 4 % ;

c) der Erhöhung der Beschäftigung um mehr als 20 % im Vergleich zur Ausgangsbeschäftigtenzahl, mit der Schaffung von mindestens 2 Arbeitsplätzen: 6 % ;"

2° in Paragraf 2 wird Ziffer 2 durch Folgendes ersetzt:

"2° das Ziel der Schaffung von Arbeitsplätzen unter Berücksichtigung von:

a) der Erhöhung der Beschäftigung um 5 bis 10 % im Vergleich zur Ausgangsbeschäftigtenzahl, mit der Schaffung von mindestens einem Arbeitsplatz: 2 % ;

b) der Erhöhung der Beschäftigung um mehr als 10 bis 20 % im Vergleich zur Ausgangsbeschäftigtenzahl, mit der Schaffung von mindestens 2 Arbeitsplätzen: 4 % ;

c) der Erhöhung der Beschäftigung um mehr als 20 % im Vergleich zur Ausgangsbeschäftigtenzahl, mit der Schaffung von mindestens 2 Arbeitsplätzen: 6 % ;"

Art. 4 - In Artikel 13 desselben Erlasses wird Absatz 1 um folgende Wörter ergänzt: ", unter der Voraussetzung, dass sich der Betrag dieser Investitionen oder dieser Änderung auf höchstens 20 % des Betrags der bei dem ersten Prämienantrag vorgelegten Investitionen beläuft."

Art. 5 - In Artikel 18 Ziffer 2 Buchstabe b) desselben Erlasses werden die Wörter "die Investitionsprämie und die entsprechenden Investitionen" durch "die sich auf die Prämie beziehenden Investitionen" ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 19 desselben Erlasses wird Absatz 3 durch Folgendes ersetzt:

"In den Fällen, wo der Tatbestand, der eine Beitreibung veranlasst, nicht auf einen Fehler oder eine absichtliche Handlung seitens des Betriebs oder seiner Aktionäre zurückzuführen ist, kann der Minister oder der beauftragte Beamte die Aufrechterhaltung der Investitionsprämie genehmigen, und zwar in Höhe des Verhältnisses zwischen der Anzahl Jahre der tatsächlichen Benutzung des Gutes, für das eine Investitionsprämie gewährt worden ist, und der Anzahl Jahre im Sinne von Art. 17 des Dekrets, ohne dass jedoch seit dem Ende der Durchführung der Investition bis zum Tage des Ereignisses, das zum Entzug der Prämie geführt hat, weniger als drei Jahre verstrichen sind."

KAPITEL II — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe*

Art. 7 - In den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe wird ein Artikel 11bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 11bis - Bevor jeglicher Beschluss zur Gewährung der Investitionsprämie gefasst wird, kann der Minister oder der beauftragte Beamte auf gebührend begründeten Antrag des Betriebs hin zusätzliche Investitionen zum eingereichten Investitionsprogramm annehmen oder eine Änderung des zugelassenen Investitionsprogramms genehmigen, unter der Voraussetzung, dass sich der Betrag dieser Investitionen oder dieser Änderung auf höchstens 20 % des Betrags der bei dem ersten Prämienantrag vorgelegten Investitionen beläuft."

Art. 8 - In Artikel 19 Ziffer 2 Buchstabe *b*) desselben Erlasses werden die Wörter "die Investitionsprämie und die entsprechenden Investitionen" durch "die sich auf die Prämie beziehenden Investitionen" ersetzt.

Art. 9 - In Artikel 20 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. September 2005 wird Absatz 3 aufgehoben.

Art. 10 - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 23. März 2017

Der Ministerpräsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien
J.-Cl. MARCOURT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/201881]

23 MAART 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen en het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van grote ondernemingen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, artikelen 6, eerste en tweede lid, en artikel 21, eerste en tweede lid;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen, artikel 6, eerste lid, en artikel 17, eerste en tweede lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van grote ondernemingen;

Gelet op het verslag van 10 februari 2017 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 november 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 23 maart 2017;

Gelet op advies nr. 60.745/2 van de Raad van State, gegeven op 23 januari 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen

Artikel 1. In artikel 5, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 april 2006, worden de woorden "minstens gelijk aan 5 %" vervangen door de woorden "niet lager dan 0 %".

Art. 2. In artikel 8 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 29 mei 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt 2° vervangen als volgt :

"2° de doelstelling werkgelegenheid waarbij rekening gehouden wordt met :

a) werkgelegenheidsverhoging met 5 tot 10 % ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand met de creatie van minstens 3 betrekkingen : 2 % ;

b) werkgelegenheidsverhoging met meer dan 10 tot 20 % ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand met de creatie van minstens 6 betrekkingen : 4 % ;

c) werkgelegenheidsverhoging met meer dan 20 % ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand met de creatie van minstens 6 betrekkingen : 6 % ; »;

2° in paragraaf 1 wordt 2° vervangen als volgt :

"2° de doelstelling werkgelegenheid waarbij rekening gehouden wordt met :

a) werkgelegenheidsverhoging met 5 tot 10 % ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand met de creatie van minstens 3 betrekkingen : 2 % ;

b) werkgelegenheidsverhoging met meer dan 10 tot 20 % ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand met de creatie van minstens 6 betrekkingen : 4 % ;

c) werkgelegenheidsverhoging met meer dan 20 % ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand met de creatie van minstens 10 betrekkingen : 6 % ; ».

Art. 3. In artikel 9 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt 2° vervangen als volgt :

“2° de doelstelling werkgelegenheid waarbij rekening gehouden wordt met :

a) werkgelegenheidsverhoging met 5 tot 10 % ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand met de creatie van minstens één betrekking : 2 % ;

b) werkgelegenheidsverhoging met meer dan 10 tot 20 % ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand met de creatie van minstens 2 betrekkingen : 4 % ;

c) werkgelegenheidsverhoging met meer dan 20 % ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand met de creatie van minstens 2 betrekkingen : 6 % ; »;

2° in paragraaf 2 wordt 2° vervangen als volgt :

“2° de doelstelling werkgelegenheid waarbij rekening gehouden wordt met :

a) werkgelegenheidsverhoging met 5 tot 10 % ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand met de creatie van minstens één betrekking : 2 % ;

b) werkgelegenheidsverhoging met meer dan 10 tot 20 % ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand met de creatie van minstens 2 betrekkingen : 4 % ;

c) werkgelegenheidsverhoging met meer dan 20 % ten opzichte van het aanvankelijke personeelsbestand met de creatie van minstens 2 betrekkingen : 6 % ; ».

Art. 4. In artikel 13 van hetzelfde besluit wordt lid 1 aangevuld met de woorden “als het bedrag van die investeringen of van die wijzigingen lager is dan of gelijk is aan 20 % van het bedrag van de investeringen voorgesteld bij de eerste premieaanvraag”.

Art. 5. In artikel 18, 2°, b) van hetzelfde besluit worden de woorden “de investeringspremie en de daarop betrekking hebbende investeringen” vervangen door de woorden “de op de premie betrekking hebbende investeringen”.

Art. 6. In artikel 19 van hetzelfde besluit wordt lid 3 vervangen als volgt :

“In de gevallen waarin de feiten die aanleiding geven tot een terugvordering hun oorsprong niet vinden in een fout of een vrijwillige daad van de ondernemingen of haar aandeelhouders, kan de Minister of de gemachtigd ambtenaar het behoud van de investeringspremie toelaten in de verhouding tussen het aantal jaar waarin het goed waarvoor de premie is toegekend daadwerkelijk is gebruikt en het aantal jaar bepaald in artikel 17 van het decreet, evenwel zonder dat er minder dan twee jaar verstreken mogen zijn sinds het einde van de verwezenlijking van het investeringsprogramma tot en met de dag waarop de gebeurtenis, die de opheffing van de investeringspremie verantwoordde, plaatsvond.”.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van grote ondernemingen*

Art. 7. In het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van grote ondernemingen wordt een artikel 11bis ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 11bis. Voor elke beslissing tot toekenning van de investeringspremie en na een behoorlijk verantwoorde aanvraag van de onderneming kan de Minister of de gemachtigd ambtenaar investeringen aanvaarden die het investeringsprogramma verder aanvullen of toelaten dat het toegelaten investeringsprogramma gewijzigd wordt als het bedrag van die investeringen of van die wijziging lager is dan of gelijk is aan 20 % van het bedrag van de investeringen, voorgesteld bij de eerste premieaanvraag”.

Art. 8. In artikel 19, 2°, b) van hetzelfde besluit worden de woorden “de investeringspremie en de daarop betrekking hebbende investeringen” vervangen door de woorden “de op de premie betrekking hebbende investeringen”.

Art. 9. In artikel 20 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 september 2005, wordt het derde lid opgeheven.

Art. 10. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 maart 2017.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT